

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 02 novembre 2023

Le chiffre du mois

LE CHIFFRE A RETENIR

13,25 %

Il s'agit du taux d'intérêt de référence en Colombie, inchangé.

La Banque centrale a pris la décision de maintenir le taux d'intérêt de référence à 13,25 % lors de sa réunion du 31 octobre dernier. Cinq membres du comité de politique monétaire ont exprimé leur soutien au maintien des taux d'intérêt, tandis que deux ont plaidé en faveur d'une réduction 25 pt%. La dernière modification du taux remonte à fin avril (+25 pt%). **Cette décision intervient dans un contexte où, en septembre, l'inflation est restée élevée, dépassant largement l'objectif fixé par la Banque centrale (11 % en g.a. vs. 3 % ± 1 pt%).**

A la suite de l'annonce de la Banque centrale, le ministre des Finances et du Crédit public, Ricardo Bonilla, a tenu une conférence de presse, affirmant qu'il n'était pas d'accord avec la décision finale. Il a déclaré :

"Je respecte la décision de la majorité, mais je ne suis pas d'accord avec celle-ci (...) Je pense que le maintien de taux d'intérêt élevés crée un obstacle à la reprise économique".

La Banque centrale a défendu que, bien que l'économie ait continué de ralentir par rapport à la forte croissance observée en 2021 et 2022, le niveau d'activité économique demeure conforme à sa tendance de long terme, et le taux de chômage se maintient à des niveaux historiquement bas. **Ainsi, l'équipe technique de la Banque centrale prévoit une croissance de 0,4 % en g.a. au T3, avec une perspective pour l'ensemble de l'année comprise entre 0,9 % et 1,2 %.**

Bolivie

L'économie bolivienne a enregistré une croissance de 2,2% au cours du premier semestre de l'année 2023.

Selon Sergio Cusicanqui, ministre de la Planification du Développement, le pays a enregistré une croissance économique de 2,2% au cours du premier semestre de l'année 2023. Il a souligné que la demande intérieure est ce qui permet de maintenir la croissance économique du pays. Par ailleurs, il a mis en avant les secteurs économiques qui ont enregistré une croissance positive jusqu'à juin de cette année, à savoir les services (11,1%), l'électricité, le gaz et l'eau (5,3%), les établissements financiers (3,9%) et la construction (3,6%).

En revanche, les secteurs du gaz et du pétrole ainsi que l'industrie manufacturière ont connu une chute de -5,7% et -0,8%, respectivement. Cette baisse est attribuée à la réduction des exportations, à l'augmentation des importations, ainsi qu'aux conflits armés et aux pressions inflationnistes à l'échelle mondiale. Cusicanqui a souligné :

« Nous faisons face à un problème lié à la demande extérieure, mais aussi aux tâches non-accomplies au cours des années précédentes, liées aux processus d'exploration, ce qui a eu un impact sur l'industrie manufacturière, en particulier dans le secteur de la raffinerie des hydrocarbures ce trimestre. »

Cependant, bien que la Bolivie affiche l'un des taux de croissance les plus soutenus d'Amérique du Sud, cette croissance est très inégalement répartie dans le pays. **Par ailleurs, en 2022, la Bolivie demeurait en dernière position en termes de PIB par habitant en Amérique du Sud, avec 3 523 USD par habitant.**

La dette publique interne bolivienne a augmenté de 19% en neuf mois.

Selon le ministère de l'économie bolivien, de décembre 2022 à septembre 2023 la dette publique interne est passée de 15,4 Mds UDS à 18,4 Mds USD, ce qui représente une augmentation de 19%. Celle-ci a connu une augmentation constante depuis 2018 passant de 5,4 Mds USD à 18,4 Mds USD, soit + 242% en 6 ans. Parmi les principaux financeurs figurent la Banque centrale de Bolivie (BCB) et

les fonds de pension gérés par la GESTORA (Gestionnaire Public de la Sécurité Sociale de Longue Durée).

L'augmentation de l'endettement intérieur est en partie due aux difficultés du pays à obtenir des financements de l'étranger en raison des risques associés aux titres boliviens et à l'instabilité politique et financière. Pour mémoire, il y a une semaine, le pays affichait un indice de risque de 1831 pts selon la banque JP Morgan, le plaçant ainsi en troisième position parmi les pays d'Amérique latine présentant le plus grand risque de défaut sur leur dette, juste derrière le Venezuela (37 005 pts) et l'Argentine (2 376 pts).

L'augmentation des dépenses publiques et la diminution des recettes liées à la vente de gaz et des impôts, qui sont à des niveaux plus bas depuis 2015, ont également eu un impact important sur la hausse de la dette publique interne. Selon Fondation Jubileo, le déficit budgétaire devrait se maintenir pour la dixième année consécutive, avec "un secteur public très vaste et peu productif".

De plus, cet endettement interne avec une forte participation de la Banque Centrale de Bolivie (BCB) peut générer des pressions inflationnistes, selon Espinoza. Cependant, d'après l'économiste et ancien directeur de la BCB, José Espinoza :

« En raison du manque d'informations et du fait que la Banque centrale ne publie pas toutes les données concernant l'émission monétaire, le bilan et d'autres éléments, il est très difficile d'évaluer l'ampleur de la pression que la hausse de la masse monétaire pourrait exercer »

Colombie

Selon le DANE, le taux de chômage en Colombie s'est maintenu à 9,3% en septembre 2023.

Selon le DANE, le taux de chômage en Colombie s'est maintenu à 9,3% en septembre, restant inchangé par rapport au mois d'août 2023 mais enregistrant une baisse de -1,4 pt% par rapport à septembre 2022 (10,7%). En ce qui concerne les secteurs d'activité, l'administration publique et la défense ont contribué le plus à la création d'emplois, avec 236 000 emplois créés au cours de la dernière année. Ensuite, les

secteurs des transports et de l'entreposage (232 000), des activités artistiques et de divertissement (156 000), de l'information et de la communication (113 000), des activités immobilières (42 000), de l'industrie manufacturière (41 000) et de la construction (38 000) ont suivi. Cependant, trois secteurs ont connu des baisses : l'agriculture, l'élevage et la chasse (-98 000), les activités financières et d'assurance (-64 000), ainsi que l'hébergement et les services de restauration (- 28 000). **Le taux d'informalité a également diminué, à 56,1 % en septembre 2023, soit une réduction de 2,6 pt% g.a.**

Jackeline Piraján, économiste chez Scotiabank Colpatría, a relevé les disparités entre le taux de chômage et le ralentissement économique, expliquant que cela témoigne du fait que, malgré la décélération de l'économie nationale, certains secteurs continuent de montrer un certain dynamisme. **Cependant, Maria Claudia Lacouture, présidente de la Chambre de commerce étatsunienne, a noté que la création d'emplois ralentit déjà. En août, un million d'emplois ont été générés, tandis qu'en septembre, ce chiffre est tombé à 717 000.**

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,91 %	-11,97 %	1 095 pts
Change USD/COP	-1,83 %	-18,90 %	4 054
Change EUR/COP	-1,46 %	-13,16 %	4 305
Prix du baril colombien (USD)	-1,12 %	-6,29 %	91,72

Les apports hydriques et l'augmentation de l'offre soulagent la situation sur le réseau électrique.

A la suite de l'atteinte d'un pic le 24 octobre, avec un prix moyen pondéré sur le marché de 1 486 USD par kilowatt, une baisse du prix a été observée. **Le 28 octobre, chaque unité d'énergie négociée sur le marché spot s'est échangée à 554,9 USD.**

Plusieurs facteurs ont contribué à cette baisse, notamment l'amélioration récente des apports hydriques. De plus, le démarrage de

de deux nouvelles turbines sur le barrage d'Hydroituango a entraîné une augmentation de capacité de 600 mégawatts d'approvisionnement en énergie, soit une hausse de l'offre électrique et une réduction subséquente des prix. En outre, le lancement de l'exploitation commerciale de 250 mégawatts issus de la centrale de Termocandelaria a également joué un rôle dans ce contexte.

L'établissement d'un marché boursier unique pour la Colombie, le Pérou et le Chili est prévu pour le premier semestre de 2025.

Le PDG de Nuam Exchange, Juan Pablo Córdoba Garcés, a informé Bloomberg Línea des progrès réalisés dans l'intégration des bourses de ces trois pays. **Il a expliqué que d'ici 2025, les investisseurs pourront acquérir des titres de n'importe quel marché comme s'ils étaient locaux.** L'objectif ultime est de permettre l'accès à divers titres de valeur de ces pays au sein d'une même infrastructure intégrée. Córdoba, qui a présidé la Bourse de Colombie pendant près de 20 ans, a précisé qu'une fois un marché d'actions unique établi en 2025, l'évaluation de son succès ouvrira la voie aux étapes futures vers un marché des capitaux totalement intégré. Il a également souligné l'excellente collaboration entre les régulateurs et superviseurs des trois pays et l'importance de l'harmonisation des règles, tout en soulignant que l'harmonisation fiscale n'est pas une exigence impérative, bien que souhaitable dans certains cas.

Equateur

La BID approuve un crédit de 80 M USD pour financer des infrastructures routières secondaires en milieu rural.

La BID a approuvé une ligne de crédit (via le BEDE) de 80 M USD, qui permettra aux préfectures de mettre en œuvre des projets d'infrastructures routières secondaires en milieu rural. **L'objectif général du programme est de contribuer à l'amélioration de l'insertion sociale et de la productivité de la population rurale de l'Équateur dans les zones d'influence des projets du programme.** Ceci via l'amélioration de l'efficacité du transport grâce à la construction et renouvellement du réseau routier provincial permettant ainsi de renforcer l'accessibilité aux services de santé et d'éducation pour les petites communautés rurales. Le projet comporte quatre volets :

(i) investissements dans l'amélioration du réseau routier (74 M USD) ; (ii) études de préfaisabilité (3,2 M USD) ; (iii) assistance technique aux préfectures (1,65 M USD) ; et (iv) Suivi (1,15 M USD).

La crise énergétique pourrait s'étendre jusqu'à la fin de l'année.

La crise énergétique provoquée par la sécheresse dans la cordillère orientale et qui entraîne des coupures d'électricité depuis une dizaine de jours pourrait s'étendre jusqu'à la fin de l'année. **Selon des chambres de commerce et d'industries locales, la crise entraînerait des pertes estimées à 30 % du chiffre d'affaires du secteur commercial.** L'un des secteurs les plus touchés est le secteur de la crevette dont les pertes pourraient atteindre 80 M USD d'ici la fin de l'année.

Guyana

Plus de 500 projets en cours grâce à l'initiative des crédits carbone dans le pays.

Le Bureau du Vice-Président du Guyana a mis en avant les réussites de l'initiative des crédits carbone dans le pays. Selon le bureau, *"actuellement, plus de 500 projets sont en cours de réalisation au niveau des villages, dirigés par les communautés amérindiennes. Ces projets, financés par les revenus des crédits carbone, transforment les moyens de subsistance des villages grâce à des actions d'adaptation au climat et de résilience. Les projets financés couvrent un large éventail de priorités, telles que la construction de serres, l'amélioration des maisons d'hôtes locales pour le tourisme, le soutien à la culture du manioc, la fourniture de cours d'artisanat et l'achat de tracteurs de village."*

Plus de 240 villages autochtones ont reçu 22,5 M USD, ce montant représentant 15 % des paiements initiaux de 150 M USD issus de la vente des crédits carbone issus des forêts du Guyana à la compagnie pétrolière Hess Corporation. Pour mémoire, la société Hess Corporation, l'un des partenaires opérant dans le Bloc Stabroek au large du Guyana, avait accepté d'acheter 2,5 millions de crédits par an pour la période entre 2016 et 2032.

Les réservoirs du Bloc Stabroek continuent d'être une source croissante de pétrole, avec

une nouvelle découverte réalisée au large du Guyana.

En effet, Hess Corp. a annoncé dans son rapport pour le troisième trimestre que le puits d'évaluation Lancetfish-2, foré à une profondeur de 1 722 mètres d'eau, a abouti à une découverte significative. Il est situé à environ quatre milles au sud-est du puits de découverte Lancetfish-1, où du pétrole a été trouvé en avril 2023 par l'opérateur du Bloc Stabroek, ExxonMobil. **Avec cette récente découverte, le gouvernement guyanais a annoncé qu'il s'agissait de la quatrième découverte en mer pour l'année 2023, portant ainsi le nombre total de découvertes depuis 2015 à 46.** En plus de la découverte de Lancetfish-1, d'autres découvertes de pétrole cette année incluent Fangtooth SE-1 dans le Bloc Stabroek et le puits Wei-1 dans le Bloc Corentyne.

African Exim Bank approuve un prêt de 500 M USD pour le développement des infrastructures du Guyana.

La Banque africaine d'exportation et d'importation (African Exim Bank) a approuvé un prêt de 500 M USD pour le développement des infrastructures au Guyana, en plus des 15 M USD actuellement en négociation pour les petites et moyennes entreprises locales. **Ces annonces ont été faites lors du Forum africain et caribéen du commerce et de l'investissement.** Pour mémoire, ce forum a été organisé pour renforcer les relations, en particulier les relations commerciales, entre les Caraïbes et le continent africain.

Suriname

Le Suriname envisage d'émettre des titres adossés au pétrole indexés sur les revenus de redevances.

D'après un communiqué de presse de PRNewswire publié au nom du Suriname, le pays envisage d'émettre des titres adossés au pétrole indexés sur les revenus de redevances qui devraient découler de son tout premier projet de développement pétrolier en mer, situé dans le Bloc 58. **En optant pour cette démarche, le Suriname vise essentiellement à étaler les échéances de remboursement de sa dette de manière à les aligner sur les versements de ces redevances.** Pour mémoire, les conditions d'une restructuration de la dette ont été menées par le Fonds monétaire

international (FMI) dans le cadre d'un programme de redressement économique pour le Suriname.

Ces revenus pétroliers sont attendus en provenance du Bloc 58. TotalEnergies opère dans le Bloc 58, en partenariat, à 50 %, avec APA Corporation. Leur objectif est d'exploiter les potentielles importantes réserves pétrolières, estimées à ce jour à environ 700 millions de bdp. Cependant, le projet en est encore à ses prémices en termes de planification : il est anticipé que TotalEnergies soumettra un plan de développement aux organismes de réglementation l'année prochaine, avec l'attente d'une approbation et d'une décision finale d'investissement (FID) d'ici fin 2024. **Ainsi, l'année de production initiale prévue pour 2028 est soumise à ces délais de dépôt et d'approbation.**

Pérou

En 2023, la valeur des exportations agricoles devrait baisser pour la première fois en 14 ans.

En 2023, le secteur de l'agriculture au Pérou a été gravement impacté par des chocs climatiques défavorables, entraînant d'importantes pertes. **La valeur totale des exportations agricoles a diminué de 7 % sur la période, marquant la plus forte baisse en 14 ans, à l'exception de 2020.** Selon l'Institut péruvien d'économie (IPE), après une contraction de 4,6% au premier semestre, la production agricole a continué d'afficher des résultats négatifs en début de second semestre, particulièrement dans les cultures destinées à l'exportation, représentant environ 40% de l'activité agricole. **Cette diminution a entraîné une perte de la valeur des exportations de fruits et légumes de 152 M USD.** Cette tendance a un impact direct sur la création d'emplois formels dans le secteur. Au cours des cinq dernières années, l'agro-industrie a été le deuxième plus grand pourvoyeur d'emplois formels, après le secteur des services. **Cependant, cette année, l'agro-industrie moderne a enregistré la plus forte suppression d'emplois formels entre juillet et août, avec 26 000 postes formels perdus, soit la plus importante baisse en cinq ans.**

Le gouvernement approuve le transfert de plus de 29 M USD en faveur des

gouvernements locaux face au phénomène El Niño.

Par un décret d'urgence, l'exécutif a donné son accord pour le transfert de plus de 29 M USD en faveur de tous les gouvernements locaux actuellement déclarés en état d'urgence en raison du phénomène climatique El Niño. **Ces fonds seront alloués au financement d'activités de préparation et de réponse aux impacts du phénomène météorologique et d'autres risques associés, pris en charge par le compte de contingence du ministère de l'économie et des finances.** Parmi les départements concernés par ce décret se trouvent Piura, La Libertad, Lambayeque, Ancash, Tumbes, Lima, Ica, Cajamarca, Huancavelica et Tacna.

Venezuela

La Banque centrale a établi un record d'interventions monétaires le 31 octobre.

La Banque centrale du Venezuela (BCV) a vendu 180 M USD aux banques le 31 octobre. Cette opération porte le montant total placé par la BCV au cours du mois d'octobre à 578 M USD, devenant ainsi le chiffre mensuel le plus élevé de l'année 2023, dépassant les 471 M USD de mai. Ainsi, octobre se termine avec la quarante-troisième intervention monétaire de l'année, établissant un taux de 37,20 bolivars par euro, équivalent à 35,13 bolivars par dollar. L'économiste **César Aristimuño maintient sa prévision d'un taux de change officiel entre 40 et 50 bolivars par Dollar en fin d'année, une perspective renforcée par la levée temporaire des sanctions imposées par les États-Unis au secteur pétrolier du Venezuela.**

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2022	2023 p.			2021	Variation par rapport à 2020	
	2023 e	2023 e			2023 p.	2023 p.			Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
Colombie	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
Equateur	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
Guyana	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
Pérou	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
Suriname	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
Venezuela	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
Brésil	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
Chili	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
Mexique	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

LE CHIFFRE A RETENIR

13,25% g.a.

Il s'agit du taux d'intérêt de référence en Colombie, inchangé.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Jade PLANCKE, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Inès MONNIOT, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr